



RESEAU EUROPEEN DES FEMMES MIGRANTES

Lettre ouverte: 4^{ème} Conférence ministérielle sur l'intégration

Le Réseau européen des femmes migrantes demande aux Ministres assistant à la 4^{ème} conférence ministérielle sur l'intégration des immigrants à Saragosse, Espagne ces 15-16 avril 2010 de se concentrer sur la situation des femmes migrantes en tant qu'actrices sociales et économiques clés de l'intégration des migrant-e-s.

Bruxelles, 14 avril 2010

Aux Ministres assistant à la 4^{ème} conférence ministérielle sur l'intégration des immigrants

Monsieur le Ministre, Madame la Ministre,

A l'occasion de la prochaine 4^{ème} conférence ministérielle sur l'intégration des immigrants, le Réseau européen de femmes migrantes, qui représente des organisations de femmes migrantes dans 20 pays de l'Union européenne (UE), demande une approche prenant en compte les inégalités femmes-hommes, ethniques et de classe dans les politiques d'intégration des migrant-e-s.

Nous sommes conscientes des défis multiples auxquels est confrontée l'UE dans un contexte de récession économique. En ces temps de hausse du chômage et d'incertitude, il est cependant crucial de pouvoir compter sur des pouvoirs politiques garantissant l'inclusion sociale de toutes les personnes résidentes dans l'Union européenne, particulièrement des femmes migrantes et reconnaissant la contribution économique, sociale et culturelle des migrant-e-s à nos sociétés.

Nous réclamons des actions et des politiques publiques qui ne stigmatisent pas les migrantes comme une catégorie de perpétuelles victimes, mais qui reconnaissent et œuvrent pour la défense de leurs droits.

Les questions de genre au sein de la société civile et de l'intégration

Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'éducation des enfants au sein de beaucoup de familles migrantes. C'est important pour ces femmes, qui ont été éduquées à l'étranger, de bâtir un avenir pour leurs enfants, d'avoir aussi pour elles des opportunités de poursuivre leur développement personnel, de soutenir leur famille et d'entrer sur le marché du travail pour jouer leur rôle d'actrices économiques. Cela a un impact positif sur leurs enfants, qui les voient comme des modèles à suivre.

Nous demandons aux Ministres assistant à la 4^{ème} conférence ministérielle sur l'intégration des migrants:

- De soutenir la participation de la société civile, et plus particulièrement des organisations de femmes migrantes, à l'élaboration des politiques d'intégration à travers notamment leur consultation et l'allocation de financements à leurs activités cruciales pour l'intégration des femmes migrantes.
- D'allouer à la société civile et aux organisations de femmes migrantes un rôle dans la conception et la mise en place des 'modules' d'intégration discutés au niveau européen, et déjà mis en place dans certains Etats membres. Cela est nécessaire afin d'éviter que la société ne renforce les stéréotypes des uns sur les autres et considère la diversité comme une richesse et non comme une menace. La lutte contre les stéréotypes sur les femmes et hommes migrant-e-s contribuera sans nul doute à la cohésion sociale de nos sociétés.
- De considérer l'intégration des femmes migrantes comme une priorité, car beaucoup d'entre nous peuvent contribuer de par la richesse de nos expériences, au développement des Etats Membres.

Prise en compte de la double violence

Pour les femmes étrangères, une violence peut en cacher une autre. Aux violences qu'elles peuvent subir en tant que femmes - dans leur pays d'origine, ou en Europe - s'ajoute trop souvent la violence de l'administration des pays européens parce qu'elles sont étrangères.

Nous demandons aux Ministres assistant à la 4ème conférence ministérielle sur l'intégration des migrants:

- D'œuvrer pour que la législation reconnaisse aux migrantes un statut juridique personnel indépendant de tout lien familial et de tout lien économique, qui, seul, garantit le respect et l'application des droits fondamentaux ;
- De prendre en considération, la défense des droits fondamentaux des femmes et de lutter notamment contre les mariages forcés, les mutilations sexuelles féminines, les crimes d'honneur et les crimes sexistes ;
- De freiner toute tentation de repli communautariste qui conduit à maintenir les femmes dans des coutumes contraires aux principes universels et à nos lois, mais aussi de lutter contre la double discrimination dont ces femmes sont les victimes
- De rendre opposables aux pouvoirs patriarcal et religieux, les droits sexuels et reproductifs de toute femme migrante.

La gestion de la diversité au niveau local

Nous sommes inquiètes de la non reconnaissance par beaucoup de villes européennes de la diversité de manière positive et constatons que bien des fois, les associations doivent pallier à ce manque de cohésion sociale au quotidien. Le rôle des associations de femmes migrantes en ce domaine doit être reconnu et encouragé, y compris financièrement, par les autorités locales. Les moments comme les célébrations culturelles des pays d'origine mais aussi du pays d'accueil peuvent ainsi être des moments de connaissance de l'autre, essentiels dans la mise en place d'un dialogue interculturel.

Nous demandons aux Ministres assistant à la 4ème conférence ministérielle sur l'intégration des migrants:

- D'encourager l'apprentissage de la diversité et du dialogue interculturel dès le plus jeune âge à l'école et au niveau local de manière général afin de construire ensemble une société basée sur la cohésion sociale.

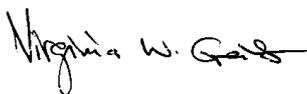
L'importance du capital humain

L'incapacité de nombreux Etats membres à mettre en place des systèmes efficaces de reconnaissance des qualifications acquises dans des pays tiers à l'UE et de créer des formations avancées pour ceux et celles ayant besoin de développer leurs compétences, a pour conséquence que beaucoup de femmes très qualifiées se retrouvent employées dans les secteurs du nettoyage ou du soin ('care') et bien qu'utile, prive la société de leurs compétences et qualifications. De même, les femmes migrantes, qui choisissent d'avoir des enfants, se retrouvent souvent confrontées au risque de perdre leur emploi ou à de nombreuses difficultés pour retrouver un emploi du fait de la discrimination. L'UE et ses Etats membres ne peuvent pas rester sans profiter de toutes ces compétences existant dans leurs sociétés du fait de leur incapacité à agir.

Nous demandons aux Ministres assistant à la 4ème conférence ministérielle sur l'intégration des migrants:

- De soutenir les migrant-e-s, qui souhaitent mettre en place ou développer leurs entreprises et de reconnaître que leur contribution à l'économie locale est une manière de montrer leur intégration à la société.
- De mettre en place des procédures rapides et transparentes pour la reconnaissance des qualifications obtenues à l'étranger, de donner l'accès à des formations professionnelles et des cours de langue gratuitement.

Nous vous prions, Monsieur le Ministre, Madame la Ministre, d'agréer nos meilleurs sentiments,



Virginia Wangare Greiner

Présidente du Réseau européen de femmes migrantes